

Talai en visite d'inspection à Jijel

«Le port de Djendjen opérationnel pour les voyageurs dans deux ans»

Page 2



LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3645 - Mardi 18 août 2015 - Prix : 10 DA

Poursuites judiciaires
ou effacement de dettes

Les précisions
du directeur
général de l'Ansej

Page 2

Allocation touristique et manque de devises au niveau des banques

C'est la faute à la forte demande selon la Banque d'Algérie

Page 3

Le jeu trouble
de Madani
Mezrag

Par Mohamed Habili

Simple coïncidence ou logique sous-jacente aux derniers développements sur la scène nationale ? Dans le même temps où l'ANP redouble d'effort dans sa lutte contre le terrorisme, avec des fortunes diverses mais avec le soutien accru de la population, Madani Mezrag réunit les siens, une première fois à Jijel, une seconde à Mostaganem, pour relancer on ne sait trop encore quel projet politique, mais qui de toute façon ne peut être qu'un mauvais dessein. L'embuscade de Aïn Defla, qui s'était soldée par la mort d'une dizaine de soldats, a soulevé une vague d'indignation dans l'opinion nationale, qui seule devrait toujours inspirer les politiques, où qu'ils se trouvent, dans le pouvoir ou hors de celui-ci. Le vice-ministre de la Défense, Gaïd Salah, a par deux fois exprimé sa reconnaissance à la société pour son soutien spontané et massif à l'ANP en cette douloureuse circonstance. Il est possible de déceler de nos jours comme une précipitation des événements, phénomène dû, à première vue en tout cas, tout autant au contexte régional et international, qu'à la maladie du président de la République, qui crée un climat de campagne permanente pour la succession. L'espèce d'accalmie qui se constate pour le moment dans celle-ci tient au fait que loin de s'aggraver cette maladie a l'air de se relâcher.

Suite en page 3

Elle dure depuis au moins une semaine

Lait, revoilà la pénurie

● Les sachets commercialisés provisoirement dans un nouvel emballage



Ph > D. R.

Le problème de l'indisponibilité du lait en sachet n'est pas près d'être résolu. Une crise qui n'en finit pas. Cette pénurie persiste et tend même à s'accroître, ces derniers jours. Et comme un malheur ne vient jamais seul, les produits laitiers, comme le lait en poudre ou bien celui conditionné dans des boîtes cartonnées, ainsi que les yaourts, ont connu une hausse significative des prix.

Lire page 3

Les responsables promettent aux pèlerins un bon séjour

Le Hadj 2015 sera-t-il réussi ?

Page 2

Centre culturel Mustapha-Kateb

La création des jeunes fait le bonheur des visiteurs

Page 13

Talai en visite d'inspection à Jijel

«Le port de Djendjen opérationnel pour les voyageurs dans deux ans»

■ «Dans 24 mois, le port commercial de Djendjen sera opérationnel pour les voyageurs, en ce qui concerne le national et l'international», a déclaré le ministre des Transports lors de sa visite de travail et d'inspection des projets de son secteur dans la wilaya de Jijel.

De Jijel : Thinhinene Khouchi

M. Boudjema Talai a entamé sa visite de travail par le port de Djendjen où le projet de construction d'un terminal à conteneurs lui a été exposé par les responsables du projet. Le délai de réalisation est de 30 mois, a précisé son directeur. Le taux

Poursuites judiciaires ou effacement de dettes Les précisions du directeur général de l'Ansej

LE DIRECTEUR général de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej), Mourad Zemali, a démenti les informations faisant état de poursuites judiciaires à l'encontre des jeunes bénéficiaires du dispositif d'aide à la création de micro-entreprises, affirmant qu'il est plutôt question de venir en aide aux jeunes éprouvant des difficultés pour poursuivre leurs activités. S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, le DG de l'Ansej a, par la même occasion, apporté son démenti aux rumeurs annonçant l'effacement des crédits octroyés aux jeunes dans le cadre des dispositions d'insertion professionnelle. Mais il a évoqué la possibilité de révision du calendrier de remboursement de leurs crédits. La sortie médiatique de Mourad Zemali intervient, faut-il le rappeler, quelques jours seulement après les déclarations du ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Mohamed El-Ghazi, faite en marge d'une visite d'inspection dans la wilaya de Tizi Ouzou, annonçant des poursuites judiciaires contre les jeunes qui ne remboursent pas les crédits dont ils ont bénéficié dans le cadre des différents dispositifs d'aide à l'emploi.

M.B.



Ph.E. Soraya/T.A.

d'avancement des travaux ne dépassent pas les 15%. Le ministre a souligné qu'«un jour de retard ne sera pas toléré». L'objectif de ce port est la mise en concession du terminal pour traitement des conteneurs pour les besoins du trafic national et international. Le ministre a déclaré que ce terminal engendrera des gains concernant les délais de traitement des navires mais aussi sur les coûts de transports. Le ministre a procédé à l'inauguration de l'extension des ouvrages de protection du port, achevés fin juillet 2015 et dont la réalisation a duré plus de 41 mois. Cette extension comprend, selon les exposants, le prolongement de la jetée nord existante de 400 m et le prolongement de la jetée Est existante de 250 m, la création d'un épi de 100 m sur la jetée Nord et la création d'une



plage absorbante protégée par des enrochements. Un exposé de ce projet a été fait au ministre. Ce dernier a ensuite

procédé à l'installation de la première roche pour le lancement du projet portant travaux de raccordement de la zone de Bellara au port de Djendjen. Le ministre a demandé à l'exposant du projet de veiller à ce qu'il soit achevé à temps et ce, afin de soulager et alléger les routes. Interrogé sur les retards qui ont marqué le service de la compagnie nationale «Air Algérie», Boudjema Talai a assuré que cette compagnie a fait des progrès remarquables ces dernières années. «Sur 160 vols, la compagnie nationale Air Algérie a enregistré 4 fois un retard d'une demi-heure, pour des raisons strictement techniques». «On a remarqué une diminution des retards de Air Algérie de 50% à 10%». Il a ensuite tenu à remercier les employés d'Air Algérie.

T.K.

Les responsables promettent aux pèlerins un bon séjour

Le Hadj 2015 sera-t-il réussi ?

Le Hadj sera-t-il réussi cette année ou assisterons-nous, comme à chaque fois, à seulement des décisions qui ne reflètent pas la réalité du terrain ? Ce sont des questions qui refont surface dans une situation où les Algériens semblent s'être habitués aux ratages des missions du Hadj.

Réussir la saison du Hadj pour cette année est l'objectif principal d'une mission qui connaît habituellement l'échec. Tout suscite le doute. Les agences de voyages, le manque de coordination, les Algériens subissent les conséquences et font face à une réalité amère loin de leur pays. Perdus et déboussolés dans un pays étranger, les Algériens, sans prise en charge, sont obligés parfois de passer leurs nuits dans les rues et les trottoirs se

transforment vite en dortoirs. Les agences de voyages chargées des hadjis sont pointées du doigt en raison de leur manque d'engagement vis-à-vis de leurs clients majoritairement âgés. Cette année, pour mieux contrôler la situation et redorer l'image du pays, des mesures strictes ont été prises par le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs pour donner un nouvel élan, et ce, pour permettre au hadji algérien de passer un agréable séjour aux Lieux saints. Des mises en garde ont été faites à l'égard des organisateurs qui manqueront à leur mission dans le but de réunir toutes les conditions nécessaires pour assurer un séjour agréable au pèlerin algérien. Mohamed Aïssa, ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, a même promis des

sanctions contre toute personne qui n'assumera pas sa responsabilité. A ce propos, Mohamed Aïssa a précisé que de nombreuses dispositions au hadji sont déjà prêtes. Connaître à l'avance le lieu de résidence pendant le pèlerinage, ainsi que le numéro de la chambre, via internet sur le site de Hadj 2015 sont des nouveautés cette année. Mohamed Aïssa a précisé que tous les immeubles qui accueilleront les hadjis algériens doivent être à distance proche de la mosquée de La Mecque, de façon à pouvoir faciliter les déplacements, suite à de nombreux scandales en rapport avec l'organisation du Hadj. Pour rappel, l'ex-directeur de l'Office du hadj et de la omra a été limogé par le ministre des Affaires religieuses et le motif de cette décision n'a pas été com-

munié. Une décision qui va dans le sens de la réorganisation du secteur. Depuis plusieurs années, les Algériens font face à des situations indignes lors de leur accomplissement du cinquième rite de l'Islam. Les décisions prises et la réalité sont deux choses différentes, en attendant les résultats d'une nouvelle saison du Hadj qui débutera officiellement avec le premier départ vers les Lieux saints le 26 du mois courant. La saison du Hadj pour cette année sera-t-elle réussie ? Telle est la question à poser suite aux mesures prises par les autorités pour mener à bien le pèlerinage des Algériens aux Lieux saints de l'Islam. Assisterons-nous, comme à l'accoutumée, à des décisions qui ne reflètent pas la réalité du vécu de nos hadjis ?

Mohamed Mabkhout

Elle dure depuis au moins une semaine

Lait, revoilà la pénurie

■ Le problème de l'indisponibilité du lait en sachet n'est pas près d'être résolu. Une crise qui n'en finit pas. Cette pénurie persiste et tend même à s'accroître, ces derniers jours. Et comme un malheur ne vient jamais seul, les produits laitiers, comme le lait en poudre ou bien celui conditionné dans des boîtes cartonnées, ainsi que les yaourts, ont connu une hausse significative des prix.

Par Louiza Ait Ramdane

Le lait en sachet se fait désirer, depuis quelques jours. La tension sur ce produit revient depuis quelques jours et semble s'installer durablement. Les arrivages irréguliers et en quantités limitées exacerbent la tension et créent l'inquiétude chez les consommateurs. Ce produit, en effet, est devenu une denrée rare dans les ménages. Dans plusieurs wilayas du pays, les citoyens ont fait part de leur désarroi face au manque de ce sachet qui est plus que vital. Les files d'attente devant les magasins ont même refait leur apparition. La rareté de lait en sachet est, depuis quelques jours, une réalité difficilement gérable au quotidien par le citoyen. Les pères de famille sont toujours en quête du fameux sachet de 25 DA. Quand le produit est disponible dans quelques rares épiceries et supérettes de la capitale notamment, il s'arrache souvent dans une tension extrême. Dès qu'on aperçoit le camion de distribution arriver, c'est la ruée. Personne ne demande à acheter deux sachets, quantité suffisante pour la consommation journalière d'une petite famille.

On ne peut passer dans la rue avec ce «produit de luxe» sans que les gens ne vous abordent pour demander : «Où vous l'avez trouvé ?» ce produit vital tient en haleine la population. De longues files d'attente de citoyens faisant le pied de grue se forment dès 7 h du matin devant ces magasins pour pouvoir arracher, au prix de grandes bousculades, un sachet de lait. Face à cette crise qui persiste, certaines familles se rabattent systématiquement sur les autres marques de lait en poudre, dont



le prix est excessivement cher pour les petites bourses, voire pour les bourses moyennes. Cette perturbation est due, selon l'Union générale des commerçants et artisans algériens

Les sachets commercialisés provisoirement dans un nouvel emballage

LES LAITERIES du Groupe des productions laitières (Giplait), confrontées à une perturbation dans l'approvisionnement en emballage, ont été autorisées par le ministère du Commerce à conditionner le lait en sachet d'un litre dans un emballage provisoire, à indiqué hier ce ministère. Ainsi, le lait recombiné pasteurisé, plus connu sous le nom de «lait en sachet», est désormais, conditionné, à titre dérogatoire et exceptionnel pour une durée de trois mois, dans des emballages en carton initialement prévus pour le conditionnement du lait de vache pasteurisé, et ce, dans le but d'éviter toute perturbation du marché, explique le ministère dans un communiqué. Cependant, insiste particulièrement le ministère, le prix de ce lait, commercialisé provisoirement dans ce nouvel emballage, «demeure inchangé, à savoir 25 DA». Il invite, à ce titre, les consommateurs à signaler auprès des Directions du commerce des wilayas «tout dépassement enregistré, notamment, pour le respect du prix réglementé, à savoir 25 DA le sachet». Le ministère précise que l'approvisionnement en emballages des unités de Giplait connaît actuellement des perturbations dues notamment à une panne technique survenue au niveau de l'Entreprises nationale des plastiques et caoutchoucs (ENPC) de Médéa. L. A. R.

(UGCAA) à trois causes principales. Il s'agit selon son porte-parole, Boulououar Elhadj Tahar, de problème de désorganisation de marché de distribution, de problème de détournement de la poudre de lait pour d'autres usages. Ainsi, l'UGCAA, pointe du doigt les transformateurs, qui détournent des quantités importantes de cette matière subventionnée pour la fabrication de produits dérivés, yaourt et fromage. Il en veut pour preuve la disponibilité des dérivés de lait à n'importe quelle période de l'année malgré les perturbations que connaît cette filière. L'augmentation de la demande sur les produits à base de poudre de lait tels les glaces, les gâteaux... constitue aussi une principale raison de cette pénurie, selon Boulououar qui souligne que cette crise n'est pas propre à la capitale. A ses dires, 15 wilayas du pays y sont touchées. C'est ainsi, explique encore le porte-parole de l'Ugcaa, que des produits comme des fromages constamment touchés par des augmentations des prix. Le lait en poudre, sur lequel les ménages se sont rabattus ces derniers temps, a connu, à son tour, d'exceptionnelles hausses de prix et ceci n'a pas manqué de se répercuter lourdement sur le pouvoir d'achat des familles algériennes, particulièrement celles ayant un faible revenu, dira Boulououar. Depuis quelques années, la population des quartiers touchés par ces tensions s'astreint à un parcours du combattant quotidien pour trouver un sachet de lait que l'on ne peut obtenir qu'après une attente éprouvante dans de longues files formées devant les épiceries de quartiers, parcimonieusement approvisionnées. L. A. R.

LA QUESTION DU JOUR

Le jeu trouble de Madani Mezrag

Suite de la page une

Toujours est-il que la conjugaison de ces facteurs externes et internes ont fait bougé pas mal de lignes au niveau politique ces derniers temps. Les acteurs politiques, personnalités et partis, ont agi comme s'ils étaient à la veille d'un grand changement. C'est dans ce contexte dont la marque est la fébrilité que Madani Mezrag inscrit son action, encore qu'on ne sache pas encore en quoi elle consiste vraiment. S'agit-il pour lui de réhabiliter le FIS ? De créer un nouveau parti se réclamant de son héritage ? D'imposer son leadership dans son camp, au détriment des anciens chefs de file du parti dissous, lui à l'origine un second couteau ? Si c'est à l'une de ces choses, d'ailleurs assez semblables, qu'il aspire, alors on ne peut que s'étonner de ce que les anciens ténors du FIS, pour la plupart encore vivants, le laissent faire. A priori ce n'est pas au chef du bras armé d'une organisation politique de prendre les devants en vue de la réhabilitation de celle-ci. Cette tâche étant éminemment politique, c'est en principe aux politiques de l'assumer. D'autant que des anciens du FIS, Madani Mezrag est le dernier à pouvoir réaliser cet objectif. Car autrement c'est la déstabilisation politique assurée. On n'imagine pas en effet que quelqu'un qui s'était flatté publiquement d'avoir achevé de ses propres mains un soldat blessé qui des yeux lui demandait (à ce qu'il racontait du moins) de lui laisser la vie sauve puisse revenir se pavaner sur la scène politique sans que cela entraîne de graves conséquences. C'est déjà extrêmement choquant qu'il ait été traité comme un VIP à qui on demande son avis sur les grands dossiers politiques, qu'on invite à cet effet au siège de la présidence. A ce qu'on sache, la Charte de la réconciliation nationale n'exige pas que les anciens terroristes soient hissés sur un piédestal. S'ils sont interdits d'activité politique, ce n'est pas pour qu'ensuite ils soient mis à l'honneur. Faut-il s'étonner après cela que les opposants renchérissent à cet égard ? C'est ainsi que le FIS est membre à part entière de la CNLTD, et que Ali Benflis avait déjà lors de la campagne présidentielle de 2014 promis la réhabilitation du parti dissous, dans le but évident de rafler le pactole de ses trois millions de voix, que sans doute il croyait à peu près intact.

M. H.

Allocation touristique et manque de devises au niveau des banques

C'est la faute à la forte demande selon la Banque d'Algérie

Pour expliquer le manque de devises constaté dans des banques face à la demande des voyageurs pour l'allocation touristique, la Banque d'Algérie évoque la forte hausse de la demande exprimée habituellement durant la saison des vacances. L'allocation touristique qui a toujours posé problème aux Algériens de par sa médiocrité que toutes les entraves administratives que les banques utilisent pour renvoyer les clients vers le marché noir de la devise continue de susciter le mécontentement des Algériens. En cette haute saison, c'est la forte demande des touristes algériens qui se rendent à l'étranger pour passer leurs vacances qui sert d'argument pour que la Banque d'Algérie justifie les problèmes rencontrés par ses clients devant les guichets de change au niveau des banques. Or, il est de coutume de trouver ces difficultés durant tous les mois de l'année. Dans sa communication au sujet du manque de la devise, la Banque d'Algérie a rassuré de la disponibilité des devises face à la demande des voyageurs pour l'allocation touristique, expliquant que le manque de devises constaté dans des banques est dû seulement à la forte hausse de la demande exprimée habituellement

durant la saison des vacances. Depuis ces derniers jours, des agences bancaires ont enregistré un afflux important de voyageurs demandeurs de l'allocation touristique, fixée à l'équivalent de 15 000 DA par an, créant une forte pression au niveau des guichets, constate-t-on. «Il n'y a pas de tout de problème (de non-disponibilité de devises dans les banques). La devise est disponible et la Banque centrale répond aux besoins des banques en termes d'approvisionnement en devises d'une manière programmée et régulière», a affirmé, lundi, à l'APS un responsable auprès de la Banque d'Algérie. La pression croissante sur les agences bancaires de ces derniers jours résulte aussi, selon lui, d'une situation où «des demandeurs se présentent en grand nombre et en même temps devant les guichets». «A la vue de ces longues files d'attente devant les guichets, les gens ont une impression de pénurie», ajoute le représentant de la Banque centrale. D'ailleurs, poursuit-il, cette situation est «récurrente» lors de la période des vacances durant laquelle il est systématiquement enregistré une forte demande sur les opérations de change, notamment pour l'allocation touristique. En outre, selon lui, les agences ban-

caires ne peuvent pas prévoir exactement la quantité de demandes de change à traiter chaque jour. «Une agence peut recevoir en une journée une à trois demandes de change, comme elle peut en recevoir une centaine, voire plus. C'est donc aléatoire du fait qu'on ne peut pas appréhender le niveau de la demande quotidienne», explicite-t-il, en affirmant que la tendance est, cependant, vers le «désengorgement». Institué par une instruction de la Banque d'Algérie datée du 28 août 1997 relative au droit de change pour voyage à l'étranger, le montant annuel de l'allocation touristique, appelé dans cette instruction «droit de change pour dépenses liées à des voyages à l'étranger», est fixé à 15 000 DA pour chaque année, rappelle-t-on. Ce montant est de moitié (7 500 DA) pour les enfants âgés de moins de 15 ans, note la même instruction qui précise, par ailleurs, que le montant de 15 000 DA n'est pas cumulable d'une année à l'autre. Les opérateurs habilités à octroyer les opérations de change pour cette allocation sont, selon le même texte, tout guichet de banque ou établissement financier et intermédiaire agréé.

Yasmine Ayadi/APS

Paiement de la deuxième tranche à partir du 1^{er} septembre

L'AADL revient à Saïd-Hamdine

■ L'opération des retraits des ordres de versement pour les souscripteurs AADL de la wilaya d'Alger sera transférée au siège de la DG de l'agence, à Saïd Hamdine (Bir Mourad Raïs) à partir du 1^{er} septembre, indique l'AADL dans un communiqué.

Par Meriem B.

«**L**a direction générale de l'AADL informe l'ensemble des souscripteurs de la wilaya d'Alger du programme de la location-vente 2001-2002 ayant actualisé leurs dossiers en 2013 ainsi que les souscripteurs du programme AADL 2 qu'à partir du 1^{er} septembre 2015, l'opération de retrait des ordres de versement sera transférée au siège de la direction générale, sis à Saïd-Hamdine, Bir Mourad Raïs», souligne le communiqué.

Cette opération se déroule actuellement au niveau du Complexe olympique du 5-Juillet, rappelle l'AADL sans préciser les raisons de ce transfert.

En effet, pour s'offrir un endroit plus spacieux, la direction de l'AADL a déplacé toutes les opérations concernant les dossiers des logements location-vente au stade du 5-Juillet. L'opération a, d'ailleurs, réussi



puisque les queues et autres bousculades, très gênantes à Saïd-Hamdine, ont disparu.

L'arène olympique va bientôt être récupérée par la Fédération algérienne de football (FAF)

pour les besoins des compétitions sportives. Les convocations pour le paiement de la

deuxième tranche pour les souscripteurs de l'AADL vont bientôt commencer. **M. B.**

Téléphérique de Bologhine

Il sera remis en service incessamment

Le téléphérique de Bologhine, qui relie ce quartier «marin» aux hauteurs de Bab El Oued, est en cours de travaux et «sera remis en service incessamment», a affirmé hier le directeur technique des téléphériques de la wilaya d'Alger, Boumediène Larbi. Le téléphérique reliant le quartier de Bologhine à Notre Dame d'Afrique «est en travaux depuis trois mois et sera remis en

service incessamment», a affirmé Boumediène Larbi. Selon le directeur technique des téléphériques de la wilaya d'Alger, «les équipes en charge des travaux sont en train de déterminer les causes qui conduisent au fait que le câble tracteur se raccourcit au lieu de s'allonger, et cette anomalie empêche le fonctionnement normal du téléphérique». «On est en train de voir les causes qui

génèrent ce phénomène avant que le téléphérique ne reprenne du service», a souligné Boumediène Larbi. Une opération de rénovation et de mise à niveau technique du téléphérique, construit en 1975, a déjà eu lieu en 2009 après deux ans de travaux. D'une capacité de 35 personnes et pouvant assurer le transport de 1 155 passagers par heure sur une longueur de 266 mètres, ce téléphérique a été rénové par l'entreprise française

Pomagalski pour un montant de 247,96 millions de DA. Le trajet offre une vision panoramique de la Basilique, des bâtisses et les plages du quartier populaire de Bab El Oued, du stade de Bologhine ainsi que de toute la baie d'Alger et au-delà vers le Cap Matifou et les contreforts montagneux de Kabylie. Alger compte d'autres téléphériques dont celui reliant Oued Koriche à Bouzaréah, mis en service en septembre 2014. Il y a également

celui de Sidi M'hamed vers El Madania, le plus ancien téléphérique d'Alger, puisqu'il a été mis en service en 1956, et serait l'un des plus anciens au monde. Il y a également celui qui relie Oued Kniss (les Annessers) au Palais de la culture. Un autre projet de téléphérique, en cours de réalisation, va relier les hauteurs de Bab El Oued, à partir du boulevard Saïd-Touati vers Z'ghara, en passant par Village Céleste, a précisé M. Boumediène. **Saïd B.**

La loi sur la protection de l'enfant promulguée La CNCPPDH prend note «avec satisfaction»

LA COMMISSION nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme (Cncppdh) a pris note «avec satisfaction» de la promulgation de la loi relative à la protection de l'enfant et a affirmé que l'adoption de cette loi a été l'une de ses «recommandations récurrentes» ces dernières années. «La Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme prend note avec satisfaction de la promulgation de la loi 15-12 du 15 juillet 2015 relative à la protection de l'enfant, dans le Journal officiel n° 39 du 19 juillet 2015» et souligne, à cette occasion, que «l'adoption d'une loi sur la protection de l'enfant fut l'une des recommandations récurrentes adressées par la Commission, ces dernières années, aux autorités publiques», indique dimanche un communiqué de cette organisation. «Les dispositions de la présente loi sont de nature à renforcer le dispositif juridique national relatif à la protection de l'enfant et à harmoniser le corpus interne avec les engagements internationaux contractés par l'Algérie, notamment à travers la ratification de la Convention sur les droits de l'enfant et de ses deux protocoles facultatifs», relève la même source. La Cncppdh estime que la création du poste de délégué national à la protection de l'enfance est «une initiative louable à même de favoriser la promotion et la protection des droits de cette frange vulnérable de la société». Elle exprime son souhait que cette loi «puisse contribuer, à travers ses 150 articles, à renforcer la protection de l'enfance algérienne et sa jouissance des droits de l'Homme universellement reconnus». La Cncppdh a, en outre, fait part de son désir de voir «les autres textes relatifs aux droits de l'Homme, déjà annoncés à travers les engagements du gouvernement ou en cours d'adoption, également promulgués, dans les délais raisonnables». **R.N.**

Selon l'ONS

Le PIB par habitant de l'Algérie en légère baisse en 2014

Le PIB par habitant de l'Algérie a enregistré une légère baisse en 2014 en s'établissant à 5 460,1 dollars contre 5 474,9 dollars en 2013, a indiqué lundi l'Office national des statistiques (ONS) dans sa publication sur les comptes économiques du pays. Quant au PIB, il a atteint 17 205,1 milliards (mds) de DA (l'équivalent de près de 213,5 mds de dollars) en 2014, contre 16 643,8 mds de DA en 2013. L'économie algérienne a, ainsi, réalisé une croissance de 3,8% en 2014 contre 2,8% en 2013 alors que la croissance du PIB hors hydrocarbures baissait à 5,6% contre 7,1% en 2013. L'amélioration du taux de la croissance économique est le résultat de la reprise du secteur des hydrocarbures «qui semble avoir rompu en 2014 avec le cycle de baisse d'activité», commente l'office. Le secteur des

hydrocarbures a ainsi légèrement reculé de 0,6% par rapport à 2013 où il avait enregistré une forte décélération (-5,5%), note l'ONS qui souligne qu'il s'agit d'une «amélioration notable» et ne fait pas perdre de point de croissance au PIB. Ce secteur, du fait de son poids important dans la structure du PIB algérien, faisait, en effet, perdre régulièrement quelques points de croissance en raison du ralentissement important de son activité depuis 2006, rappelle l'office. Cela dit, la «croissance importante» de la production des hydrocarbures enregistrée en 2014 ne s'est pas vraiment répercutée sur la croissance globale du secteur du fait du différentiel important existant entre les prix sur le marché intérieur et les prix sur les marchés extérieurs, relève-t-il. Les exportations d'hydrocarbures étaient de leur côté en

baisse de 8% en 2014 passant à 58,5 mds de dollars (4 709,6 mds de DA) contre 63,7 mds de dollars en 2013. Quant à la décélération du PIB hors hydrocarbures, elle s'explique notamment par les baisses d'activité dans l'agriculture et le BTPH, selon la même source qui argumente par le fait que le PIB hors agriculture a connu une croissance de 3,9% en 2014 contre 2,3% en 2013. Concernant les échanges extérieurs, l'ONS précise que les importations globales avaient atteint 5 502,4 mds de DA en 2014 réparties entre 4 765,3 mds de DA de marchandises et 737,1 mds de DA de services. Pour les exportations, elles ont été évaluées à 5 252,6 mds de DA en 2014 réparties entre 4 709,6 mds de DA en hydrocarbures, 208 mds de DA en autres biens hors hydrocarbures et 335 mds de DA en services. **R. G./APS**

Thon rouge

L'Algérie a pêché la totalité de son quota de 2015

■ L'Algérie a pêché la totalité de son quota de thon rouge fixé à 370 tonnes en 2015 par la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (Cicta), a appris l'APS auprès d'un responsable au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Par Meriem Cheraitia

Selon le bilan établi par la Cicta, remis récemment à ce ministère, l'Algérie a même dépassé de 10 tonnes (t) le quota fixé en ayant capturé 380 t sur la période légale fixée du 26 mai au 24 juin, indique le même responsable, Kamel Neghli. Ce surplus de 10 t devrait être toléré par la Cicta tant qu'il est inférieur à 5% du quota autorisé, tel que le stipule son règlement. Lors de sa réunion de novembre dernier, cette organisation mondiale avait augmenté le quota de pêche de thon rouge de l'Algérie à 370 t en 2015 et à 460 t en 2016 avant d'arriver à 543 t en 2017 et à 650 tonnes en 2018. Ceci est un prélude pour rétablir sa quote-part initiale qui était de 5% du total des captures admissibles (TAC) en Méditerranée et Atlantique Est. Durant cette campagne 2015, la quote-part a été répartie entre trois groupes de 17 chalutiers nationaux en fonction des capacités de chacun de ces derniers, conformément aux dispositions de la nouvelle loi modifiant et complétant celle de juillet 2001 relative à la pêche et aux ressources halieutiques. «L'opération a été menée avec succès en dépit des difficultés dues notamment au manque de moyens et d'expérience ainsi



PH/D. R.

qu'aux perturbations climatiques», observe le même responsable. A ce propos, il relève l'impérativité pour l'Algérie de continuer à pêcher la totalité de son quota fixé afin d'éviter l'éventualité d'une réduction de cette quote-part par la Cicta. A cet effet, le ministère de tutelle compte réviser prochainement des listes des armateurs et de la flotte nationale destinée à cette pêche selon des critères «justes et transparents». Il est également prévu l'élaboration d'un décret exécutif relatif aux poissons migrateurs tel le thon, qui devra être fin prêt en 2016. Une fois en vigueur, ce futur texte devra permettre une meilleure préparation et mise en œuvre des campagnes de pêche du thon sur les prochaines années en se focalisant, particulièrement, sur la qualité des prestations des armateurs concernés et garantir la pêche de la totalité de la quote-

part autorisée par la Cicta. Dans ce sens, M. Neghli insiste sur le renforcement du pavillon national de pêche du thon et l'encouragement des opérateurs à investir dans ce créneau.

Vers l'engraissement du thon en cas de levée du gel

Questionné sur les perspectives d'investissement dans les fermes d'engraissement de thon, le même responsable indique que l'opération d'octroi des permis d'exploitation aux investisseurs potentiels est toujours gelée par la Cicta depuis 2008 en raison du nombre élevé de ce type de fermes au niveau mondial. Mais l'Algérie envisage de déposer une demande d'investissement dans ce sens dès la levée du gel, assure-t-il. A souligner que l'augmentation de la quote-part algérienne de pêche du thonidé a été attribuée dans le cadre du nouveau Total des captures admissibles (TAC) qui a

été relevé de 20% par an pendant trois ans dans l'Atlantique Est et en Méditerranée. Fixée à 13 500 T pour 2014, l'autorisation de la Cicta passera à 16 142 T en 2015 et 19 296 T en 2016 pour les pays membres. Le quota pour 2017, établi pour l'instant à 23 155 T, sera réexaminé sur la base d'une réévaluation du stock prévue en 2016. Pris entre les enjeux économiques et la préservation de l'environnement, les 49 membres de la Cicta (47 pays et l'Union européenne) ont mené des négociations «très serrées» du fait de la pression exercée par l'étude du Comité scientifique de cette organisation qui avait annoncé la reconstitution du plus gros stock de thon rouge au monde se situant dans la Méditerranée et l'Atlantique Est. Selon cette étude, le stock de reproducteurs était estimé à 585 000 T en 2013 contre 150 000 T en 2008. Sans préciser si ce stock est reconstitué ou en passe de l'être, les scientifiques de ce comité ont

souligné qu'une hausse «progressive et modérée» du quota ne devrait pas remettre en cause le programme de reconstitution prévu sur 15 ans. Victime de la surpêche dans les années 1990-2000, le «*thunnus thynnus*» a été sauvé par l'établissement, en 2007, d'un quota et de mesures de régulation draconiennes (réduction des flottilles, contrôles...).

M. C./APS

Zone euro Excédent commercial en juin

La zone euro a enregistré un excédent commercial de 26,4 milliards d'euros en juin contre un excédent de 16,0 milliards d'euros un an plus tôt, a annoncé lundi l'Office européen de statistiques Eurostat. D'après les premières estimations, les exportations de biens vers le reste du monde se sont élevées à 182,7 milliards d'euros, en hausse de 12% sur un an, et les importations en provenance du reste du monde ont atteint 156,4 milliards d'euros, en hausse de 7% par rapport à juin 2014. Sur la période allant de janvier à juin 2015, les exportations de biens de la zone euro vers le reste du monde ont atteint 1 011,7 milliards d'euros, soit une hausse de 6% par rapport à la même période de 2014, et les importations se sont élevées à 896,7 milliards d'euros, en hausse de 3% par rapport à janvier-juin 2014. En conséquence, la zone euro a enregistré un excédent de 115,0 milliards d'euros sur cette période, contre un excédent de 76,4 milliards un an plus tôt. R.E.

Changes

L'euro en baisse face au dollar

L'euro reculait légèrement face au dollar hier, les cambistes gageant que les chiffres solides de l'économie américaine publiés vendredi inciteront la Fed à relever ses taux dès le mois prochain. La monnaie unique européenne baissait à 1,1095 dollar contre 1,1112 dollar vendredi à la clôture. La devise européenne perdait aussi du terrain face à la monnaie nipponne à 138,02 yens contre 138,14 yens vendredi. Le dollar grimpeait légèrement face à la devise japonaise à 124,40 yens contre 124,32 yens vendredi. Vendredi, de bons chiffres ont été publiés aux Etats-Unis. La production industrielle s'est nettement améliorée en juillet, les prix à la production ont à peu près correspondu aux attentes pour le mois dernier avec une

hausse minimale de 0,2%. Les analystes vont désormais scruter une nouvelle série d'indicateurs américains, dont des chiffres sur les permis de construire et les mises en chantiers, lundi et mardi, ainsi que le compte-rendu de la dernière réunion monétaire de la Réserve fédérale (Fed), mercredi. Les investisseurs sont ainsi à l'affût du moindre indice permettant de confirmer que la Fed pourrait décider de remonter son taux directeur pour la première fois depuis presque dix ans, ce qui pourrait être un plus pour le dollar, et ce dès septembre. L'agitation est en train de retomber sur les marchés des changes alors que la Chine avait effrayé les cambistes, la semaine dernière, en dévaluant le yuan et en adoptant un nouveau système de calcul de son

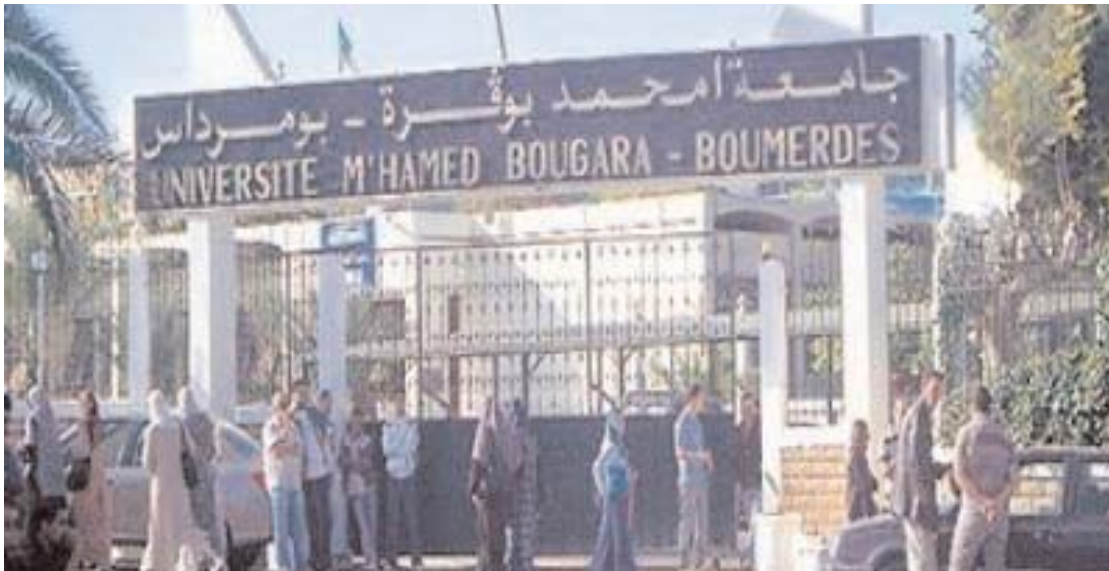
taux de change de référence. Cette dévaluation surprise, suivie de deux autres, avait été largement perçue comme une tentative de Pékin de revigorer ses exportations (qui ont dégringolé en juillet) et l'activité vacillante en Chine. La monnaie chinoise a terminé à 6,3948 yuans pour un dollar contre 6,3912 yuans, vendredi soir. Elle avait fini lundi dernier, avant la première dévaluation, à 6,2097 yuans. Le livre britannique grimpeait face à la monnaie unique européenne à 70,88 pour un euro, comme face au billet vert à 1,5653 dollar pour un livre. La devise suisse montait un peu face à l'euro, à 1,0845 franc pour un euro, mais baissait face au dollar à 0,9775 franc suisse pour un dollar.

Samy D./APS

Université M'hamed-Bougara de Boumerdès

7 370 bacheliers inscrits dans 13 filières différentes

■ A la clôture des inscriptions, l'université M'hamed-Bougara de Boumerdès a enregistré pas moins de 7 370 nouveaux bacheliers répartis dans 13 filières enseignées, lit-on dans un communiqué émanant du rectorat dudit pôle universitaire.



Par A.Kichni

Les filières les plus convoitées sont celles des sciences de la technologie qui ont regroupé 1 389 candidats, des sciences de la nature et de la vie 906 candidats, des sciences économiques, de gestion et commerciales 899, la filière des mathématiques et informatique

avec 721 candidats et des hydrocarbures avec 335 candidats et de droit 465 candidats. La faculté des sciences des langues a recensé un nombre impressionnant de candidats avec 676 candidats dans la filière de la langue et littérature arabe, 372 candidats pour la langue anglaise et 359 autres pour la langue française. L'Institut de génie élec-

trique et électronique (ex-Inelec) dont les cours sont dispensés en langue anglaise a enregistré 274 candidats.

Le nombre de candidats inscrit n'est pas définitif, indique-t-on, au niveau du rectorat. Lequel pourrait changer à la prochaine rentrée universitaire avec les demandes de transfert entre établissements que l'administration

universitaire aura à traiter. Néanmoins, se féliciteront-ils, l'opération s'est déroulée dans de très bonnes conditions où tous les moyens humains et matériels ont été déployés. Il est à rappeler que l'université M'hamed-Bougara de Boumerdès compte 5 facultés, à savoir : faculté des sciences, faculté des sciences de l'ingé-

nieur, faculté des hydrocarbures et de la chimie, faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, faculté de droit et des sciences commerciales et un institut de génie électrique et électronique. Lesquelles facultés sont localisées dans quatre campus (Sud, Ouest, Centre et Nord) et regroupent 25 départements. A.K.

Tissemsilt

50 ha de récoltes et 650 arbres fruitiers partent en fumée en deux mois

LES DIFFÉRENTS incendies enregistrés dans la wilaya de Tissemsilt, durant les mois de juin et juillet derniers, ont détruit 50 ha de récoltes agricoles et 650 arbres fruitiers, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de la Protection civile. Le chargé de la communication de cette direction, Mohamed Mehdoum, a précisé que durant cette période 49 incendies ont été enregistrés à travers le territoire de la wilaya. Ces sinistres ont détruit 47 ha de blés dur et tendre, 3,4 ha d'avoine et 600 bottes de foin. La commune d'Ammari est la plus touchée par ces incendies, indique la même source, relevant, toutefois, une réduction des surfaces endommagées par les flammes par rapport à la même période de l'année dernière. En effet, durant les mois de juin et juillet 2014, 190 ha de récoltes agricoles et 9 255 arbres fruitiers sont partis en fumée. Selon la même source, cette baisse s'explique notamment par la prise de mesures de lutte contre les incendies par les agriculteurs au niveau de leurs exploitations et la maintenance minutieuse des machines agricoles, sources souvent de départs de feu. Les services de la Protection civile avaient mené, dans le passé, des campagnes d'information et de sensibilisation sur les moyens à mobiliser pour faire face aux éventuels incendies, rappelle-t-on.

R.R.

Constantine

Huit incendies de forêt enregistrés depuis début juin dernier

Huit feux de forêt ont été enregistrés dans la wilaya de Constantine depuis le début de la campagne de lutte contre les feux de forêt, lancée le premier juin dernier, apprend-on dimanche auprès de la Conservation des forêts. Ces incendies ont provoqué la destruction de 72 hectares de forêt, dont de jeunes peuplements et reboisement, d'eucalyptus, de maquis et de broussailles, a précisé à l'APS Kheïreddine Saïghi, chef du service de la protection de la faune et de la flore. Ces feux se sont déclarés dans les forêts d'El Djebas et de Djebel Ouahch (Constantine), d'El Kentour (Zighoud

Youcef) et dans les sites forestiers de Sidi Slimane et d'El Mina relevant des communes d'Ain Smara et de Messaoud Boudjeriou, précise le même responsable. Les décharges sauvages sont à l'origine du départ de ces incendies dont la maîtrise a nécessité la mobilisation d'une dizaine de camions-citernes, de véhicules tout-terrain spécialisés dans la lutte contre les feux de forêt et un camion ravitailleur, a fait savoir la même source. Une dizaine de comités de riverains ont été également installés dans les différentes communes de cette wilaya qui compte un patrimoine forestier couvrant plus de 18 900 hectares,

représentant 8,49% de la superficie totale, ajoute la même source. Des campagnes de sensibilisation et d'information se poursuivent en direction de riverains des zones forestières, depuis début juin dernier, afin de prévenir les incendies particulièrement dans les grandes régions forestières, notamment les forêts de Chettaba, et de Kef Lakhel (Djebel Ouahch) dans les communes d'Ain Smara et de Constantine qui sont, comme chaque année, sous haute surveillance, a-t-on signalé à la Conservation des forêts.

A.O./APS

Ouargla

2 000 titres de propriété remis aux bénéficiaires des lotissements sociaux

Pas moins de 2 000 titres de propriété ont été remis cette année aux bénéficiaires de lots de terrain à bâtir, dans le cadre des lotissements sociaux, à travers la wilaya de Ouargla, a-t-on appris hier des services de la wilaya. Touchant les 21 communes de la wilaya, cette opération, nécessaire pour l'établissement des permis de construire afin d'entamer les travaux de construction, a donné lieu au lancement, à travers les 94 lotissements délimités, des travaux d'aménagement et de

viabilisation par la réalisation des réseaux divers (électricité, eau potable et assainissement), a-t-on précisé. La remise de ces actes de propriété se poursuit et devra s'achever avant la fin de l'année en cours et toucher l'ensemble des 16 835 lots de terrain à la disposition des communes de la wilaya pour l'auto-construction, a ajouté la même source. Une commission mixte où sont représentés les services des directions de l'habitat et de l'urbanisme, des domaines et de l'agence foncière, devra se

pencher, lors de sa réunion hebdomadaire de coordination, sur l'évaluation de la situation des lots sociaux attribués et d'autres aspects liés à ce dossier. Une tranche supplémentaire de 14 000 lots de terrain à bâtir a été accordée à la wilaya, par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, en vue de satisfaire le nombre croissant de demandes sur ce type de constructions formulées par les citoyens de la région.

Lamine D./APS



Situation en Libye

«Quelques semaines» pour conclure les pourparlers de paix

■ Les pourparlers de paix sur la Libye n'ont que «quelques semaines» pour aboutir à un accord, autrement le pays risque de se transformer de manière durable en une nouvelle Somalie, a prévenu le ministre italien des Affaires étrangères, Paolo Gentiloni.

Ph. : DR



Par Souhila K./Agences

«**S**oit on conclut dans quelques semaines, soit nous nous trouverons avec une autre Somalie à deux pas de nos côtes et nous devons réagir d'une autre manière», a déclaré le ministre dans un entretien à «La Stampa» publié hier. «Le temps est crucial et il est limité, particulièrement maintenant que la présence de l'EI (organisation auto-proclamée «Etat islamique» «Daech») à Syrte est devenue alarmante», a-t-il ajouté en référence aux violents combats ayant éclaté la semaine dernière. Si les pourparlers n'aboutissent pas rapidement, «il faudra placer la Libye à l'ordre du jour de la coalition internationale anti-EI, en sachant qu'il ne s'agirait plus de stabiliser le pays mais de contenir le terrorisme», a-t-il insisté. S'agissant des milliers de migrants qui prennent chaque semaine la mer en Libye, dans des conditions toujours périlleuses, pour tenter de gagner l'Italie, M. Gentiloni a prévenu que ce phénomène

n'était pas passager. «L'immigration n'est pas une catastrophe improvisée mais bien un phénomène qui restera permanent dans les 10 à 15 prochaines années. Les flux peuvent évoluer (...) mais il faut affronter le défi sans se voiler la face», a-t-il conclu. Ces propos interviennent alors que le conseil de la Ligue des pays arabes va se réunir mardi au niveau des représentants des Etats membres lors d'une session extraordinaire à la demande de Libye, suite à la dégradation de la situation sécuritaire à Syrte. Le gouvernement libyen reconnu par la communauté internationale a appelé, samedi, les Etats arabes à mener des frappes aériennes contre les membres de Daech dans la ville de Syrte, sur la côte méditerranéenne.

Les combats dans Syrte sont un symbole du chaos qui règne en Libye où deux gouvernements, l'un reconnu par la communauté internationale mais exilé dans l'est du pays, l'autre tenant la capitale, Tripoli, se disputent le pouvoir.

L'Occident dénonce la «barbarie» de Daech

Les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la Grande-Bretagne ont dénoncé dans un communiqué commun les actes «barbares» commis par le groupe terroriste auto-proclamé «Etat islamique» (EI/Daech) en Libye et appelé les protagonistes libyens à s'entendre sur un gouvernement d'union nationale. De violents combats ont éclaté la semaine dernière dans la ville de Syrte (nord), des habitants aguerris ayant pris les armes pour tenter de déloger l'EI/Daech de la ville qu'il contrôle depuis juin. Les combats ont fait des dizaines de morts et les extrémistes ont exécuté au moins 34 personnes. «Nous sommes profondément préoccupés par les informations selon lesquelles ces combattants ont bombardé des zones densément peuplées de la ville et ont commis de façon indiscriminée des actes de violence pour terroriser la population libyenne», affirme ce communiqué commun publié tard

dimanche soir par le département d'Etat américain. Il appelle les parties en conflit en Libye à «se joindre aux efforts pour combattre la menace que constituent ces groupes terroristes transnationaux qui exploitent la situation en Libye pour atteindre leurs propres objectifs».

La situation à Syrte «souligne la nécessité urgente pour les parties en Libye de parvenir à un accord pour la formation d'un gouvernement d'union nationale qui, de concert avec la communauté internationale, peut assurer la sécurité face aux groupes extrémistes violents qui cherchent à déstabiliser le pays», ajoute le texte. En proie au chaos depuis la destitution de l'ancien leader Maâmmar Kaddafi en 2011, la Libye est livrée aux milices et compte deux

Parlements et deux gouvernements qui se disputent le pouvoir. Des pourparlers organisés sous l'égide de l'ONU depuis plusieurs mois pour parvenir à un accord afin d'installer un gouvernement d'union nationale n'ont jusqu'à présent pas abouti.

Les six pays signataires du communiqué soulignent dans le même temps qu'il «n'y a pas de solution militaire au conflit en Libye». Le gouvernement libyen basé dans l'est du pays a appelé les pays arabes à l'aide contre Daech, réclamant des frappes contre les positions de l'organisation terroriste dans la cité de Syrte. Les Etats de la Ligue arabe vont étudier mardi en réunion extraordinaire cette demande du gouvernement libyen.

S. K./Agences

Réunion extraordinaire du conseil de la Ligue arabe

Le conseil de la Ligue des pays arabes va se réunir aujourd'hui au niveau des représentants des Etats membres lors d'une session extraordinaire à la demande de Libye, suite à la dégradation de la situation sécuritaire à Syrte, dans le nord de la Libye, a indiqué une source diplomatique égyptienne. Le gouvernement libyen reconnu par la communauté internationale a appelé, samedi, les Etats arabes à mener des frappes aériennes contre les membres de l'organisation terroriste auto-proclamée Etat islamique (EI/Daech) dans la ville de Syrte, sur la côte méditerranéenne. «L'Egypte a soutenu la demande libyenne», a affirmé l'ambassadeur Tarek Adel, représentant permanent de l'Egypte à la Ligue arabe, cité par l'agence de presse égyptienne Mena. «Le ministre égyptien des Affaires étrangères, Sameh Choukry, s'est entretenu samedi au téléphone avec son homologue libyen Mohammed al-Dairi. Ils ont évoqué notamment la dégradation de la situation sécuritaire à Syrte, ainsi que les attaques terroristes dans cette ville, menées par les éléments de l'organisation auto-proclamée Etat islamique (EI/Daech)», a indiqué le diplomate égyptien. Il a précisé que les représentants des Etats membres «vont chercher comment aider le gouvernement libyen reconnu par la communauté internationale à faire face à la menace terroriste et à reprendre le contrôle la totalité du territoire libyen». Les combats dans Syrte sont un symbole du chaos qui règne en Libye où deux gouvernements, l'un reconnu par la communauté internationale mais exilé dans l'est du pays, l'autre tenant la capitale, Tripoli, se disputent le pouvoir.

S.K.

Tunisie/ Education

100 000 cas d'abandon scolaire par an

Le ministre de l'Education, Neji Jalloul, a indiqué que le ministère a recensé plus de 100 000 cas d'abandon scolaire par an. Il a, à ce propos, souligné l'impératif de prendre les mesures nécessaires pour contrer l'abandon scolaire notamment parmi les filles. Intervenant en marge d'une rencontre sur «l'abandon scolaire précoce chez les filles», organisée par l'Association «Tunisia for All», à l'occasion de la fête de la femme, Jalloul a affirmé dans une déclaration à la presse la nécessité de trouver les solutions adéquates pour arrêter le phénomène de décrochage scolaire.

Les mauvaises conditions de transport des écoliers et la situation financière de certaines familles figurent parmi les causes principales provoquant un abandon scolaire notamment en milieu rural et dans les zones de l'intérieure, a estimé Neji Jalloul. Le ministère a pris des mesures urgentes pour résoudre nombre de problèmes à l'occasion de la prochaine rentrée scolaire, a-t-il précisé. Le délabrement de l'infrastructure de certains établissements éducatifs est aussi un des facteurs de décrochage scolaire, a-t-il ajouté, c'est pourquoi le ministère de l'Education œuvre à améliorer les conditions d'enseignement dans les établissements éducatifs. Evoquant la prochaine rentrée scolaire et les négociations avec les syndicats, Neji Jalloul a affirmé que le dialogue est toujours ouvert mais la dernière décision revient au ministre de l'Education, a-t-il dit.

Farid S./Agences

Afghanistan

Une humanitaire allemande enlevée

■ Une humanitaire allemande a été enlevée par des inconnus armés hier à Kaboul, a-t-on appris auprès des autorités et de sources sécuritaires afghanes, un rapt qui témoigne des risques croissants auxquels sont confrontés les étrangers travaillant dans la capitale afghane, théâtre de sanglants attentats ces derniers jours.

Par Ali O.

La victime, dont l'identité n'a pas été révélée, a été kidnappée à Qala-i-Fatullah, un quartier du centre de Kaboul où sont installées de nombreuses organisations non gouvernementales et de coopération étrangères.

«Les témoins interrogés par la police ont dit qu'elle avait été enlevée par des inconnus armés», a précisé Gul Agha Rouhani, chef adjoint de la police de Kaboul.

D'après Ebadullah Karimi, porte-parole de la police de la capitale afghane, la victime est de nationalité allemande et travaille pour l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), un organisme public. Une source sécuritaire afghane, qui s'exprimait sous le couvert de l'anonymat, a confirmé sa nationalité et son appartenance à la GIZ.

Un photographe de l'AFP s'est rendu devant le siège de la GIZ à Kaboul et a vu un véhicule de type pick-up dont la vitre arrière était brisée. Les enquêteurs et des témoins lui ont expliqué que la victime avait été extraite de cette voiture par les



ravisseurs avant qu'ils ne prennent la fuite. Interrogé sur cet

enlèvement, Martin Schäfer, porte-parole du ministère alle-

mand des Affaires étrangères, a dit ne pas être en mesure de

confirmer «ce qu'il a vu dans certains médias internationaux et allemands». De son côté, l'Agence allemande de coopération internationale s'est refusée à tout commentaire.

En avril dernier, un Allemand avait été enlevé par des hommes armés non identifiés dans la province de Kunduz (nord), une région très instable. Il avait été secouru 40 jours plus tard lors d'une opération de police.

La situation sécuritaire s'est fortement détériorée ces derniers mois en Afghanistan. Les rebelles talibans ont étendu leur insurrection à la quasi-totalité du pays et ont revendiqué une vague d'attentats meurtriers commis à Kaboul il y a une semaine.

Législatives au Sri Lanka

L'ex-homme fort tente de revenir au pouvoir

L'ancien homme fort du Sri Lanka, Mahinda Rajapakse, tente de revenir au cœur du pouvoir à l'occasion des élections législatives organisées hier, huit mois après sa défaite spectaculaire à la présidentielle face à l'outsider Maithripala Sirisena. Un peu plus de 15 millions

d'électeurs sont appelés à renouveler les 225 sièges du Parlement lors de ces élections dont Mahinda Rajapakse espère qu'elles lui fourniront l'occasion de revenir sur la scène politique, cette fois comme Premier ministre. Les bureaux de vote à travers l'île de l'Océan Indien doivent fermer leurs portes à 16h00 (10h30 GMT) et les résultats sont attendus aujourd'hui. Environ 74 000 policiers et paramilitaires surveillent les opérations, selon des sources officielles. Maithripala Sirisena avait convoqué ces élections un an avant la date prévue pour mettre un terme au blocage du Parlement par les partisans de son prédécesseur. Il a d'ores et déjà affirmé qu'il barrerait la route de son rival, dont de nombreux proches sont englués dans des accusations de corruption. Ce qui n'a pas empêché l'ancien homme fort de 69 ans d'attirer grâce à son charisme des foules gigantesques durant la campagne électorale et de se dire assuré de la victoire. «Nous allons gagner et c'est une certitude», a-t-il lancé peu après avoir glissé son bulletin dans l'urne à 10h53, une

heure jugée favorable par les astrologues. «Il faut rester calme et goûter paisiblement à notre victoire».

Mahinda Rajapakse a dirigé le Sri Lanka pendant près de dix ans, avant sa défaite à la présidentielle du 8 janvier face à Maithripala Sirisena. Tous deux appartiennent au même parti, l'Alliance du peuple uni pour la liberté (APUL), et M. Sirisena était le ministre de la Santé de M. Rajapakse avant de faire défection et de tenter sa chance à la présidentielle. Fort de la victoire militaire face aux Tigres tamouls en 2009, après 37 ans de lutte séparatiste, M. Rajapakse est très populaire parmi une bonne partie de la majorité cingalaise, qui représente environ 75% des 20 millions de Sri-Lankais.

Mais du coup, il est haï par de nombreux membres de la minorité tamoule qui avaient voté en masse pour M. Sirisena en janvier après avoir boycotté les élections précédentes. Pour les analystes, la forte personnalité de l'ex-président devrait nuire à ses chances de former une coalition, d'autant que le tout nouveau chef de gouvernement

devra probablement obtenir le soutien de partis minoritaires pour former un cabinet.

Il n'existe pas de sondages crédibles mais aucun parti ne devrait obtenir la majorité. Charu Lata Hogg, du centre d'études Chatham House de Londres, estime que M. Rajapakse aura du mal à trouver des alliés. «Pour les tamouls et les musulmans, il est abominable car il représente la terreur d'État». M. Sirisena, qui dirige désormais l'APUL, pourrait demander au Parti national uni (PNU) du Premier ministre sortant de former le prochain gouvernement, avec le soutien des partis tamoul et musulman. En effet, il a appelé à «protéger la révolution silencieuse du 8 janvier», des propos qui ont été interprétés par les observateurs comme un appel à voter en faveur du PNU. Dans une lettre adressée à son rival, le président Sirisena le prévenait : «Même si je dois intervenir pour former une coalition, vous ne serez pas Premier ministre», écrivait-il, s'arrogeant ainsi de manière paradoxale les larges pouvoirs que s'était octroyé M. Rajapakse durant son règne.



Points chauds

Déconnexion

Par Fouzia Mahmoudi

Si rares ont été les présidents à être aussi impopulaires que l'est François Hollande, cela ne semble pas le décourager d'essayer de remporter un second mandat. Car si de nombreux observateurs ont assuré ces derniers mois que les chances de victoire de Hollande s'approchaient du zéro et que les seules chances de victoire du Parti socialiste résidaient en la nomination d'un nouveau candidat pour les présidentielles, le président français, lui, semble penser que l'obtention de cinq années de plus à l'Élysée est encore possible. De leur côté, les cadres du PS attendent la décision de ce dernier tout en espérant un changement de politique. Le premier secrétaire du Parti socialiste lui-même, dans un livre paru cette semaine, tente d'exhorter à demi-mots le président français de revenir aux valeurs de la gauche. «Je fais à la gauche le reproche d'avoir abandonné les valeurs, d'être technocratique et de tout baser sur l'économisme», explique Cambadélis. Et de l'autre côté, je renvoie dos à dos les deux poussées identitaires, celle de la droite extrême sous l'influence de Nicolas Sarkozy et celle de l'islamisme radical». Le premier reproche, comment ne pas voir qu'il s'adresse, au bout du compte, au chef de l'État et plus encore à cette aile droite du PS dans laquelle se retrouve Manuel Valls ? Mais celui qui a porté «l'économisme technocratique» à son pinacle n'est autre que François Hollande lui-même. Depuis trois ans, le président a été bien souvent incapable de tenir à ses ouailles un discours qui soit autre que technique, budgétaire, sa «boîte à outils», quand il n'est pas la plupart du temps incantatoire. Ses communicants ont beau l'en dissuader, il retombe souvent dans ce travers. Cambadélis, sans le pointer du doigt, exhorte Hollande à sortir de cet économisme pour revenir aux valeurs de la gauche : une liberté qui soit ordonnée, par exemple sur Internet où les Gafa (Google, Apple, Facebook, Amazon) puisent sans retenue dans les données personnelles ; une égalité réelle et plus seulement formelle ; et enfin la fraternité qui, face à la montée du religieux, ne peut être que laïque. Pour le premier secrétaire, le nouvel horizon du PS n'est plus l'État-Providence mais la «sociale-écologie», cette ambition d'assurer aux citoyens des conditions matérielles décentes sans mettre en péril la planète, tout en trouvant dans le développement des technologies propres un nouveau souffle économique. Mais si Hollande pense aujourd'hui qu'il peut se représenter à l'élection présidentielle malgré tous les signes qui lui indiquent le contraire, l'on peut se demander s'il a vraiment envie ou même besoin de penser à un quelconque réajustement de sa politique. Sa déconnexion avec la réalité semble désormais trop profonde et aucun de ses proches collaborateurs ou amis ne saurait changer cela à moins d'un an et demi de l'élection présidentielle. F. M.

Thaïlande

Au moins douze morts dans l'explosion d'une bombe à Bangkok

Au moins douze personnes ont été tuées hier en début de soirée dans l'explosion d'une bombe dans le centre de Bangkok, selon la police et des secours thaïlandais. L'engin a explosé près d'un sanctuaire et d'un centre commercial, sur un grand carrefour très fréquenté. Peu après le drame, plusieurs corps démembrés étaient visibles sur les lieux de l'explosion à l'extérieur du sanctuaire d'Erawan, situé en plein cœur de la capitale thaïlandaise, au milieu d'immenses centres commerciaux et des gratte-ciel, a constaté un journaliste de l'AFP sur place. «Tout ce que je peux dire pour l'instant, c'est qu'il y a une explosion dans le centre de Bangkok impliquant une moto piégée», a déclaré à Reuters le

numéro deux de la police nationale, Aek Angsanonond. Il a ajouté que l'explosion avait fait des victimes mais n'a pu donner un bilan chiffré. Selon un policier et un secouriste présents sur les lieux, douze personnes ont été tuées. Des médias font également état d'une vingtaine de blessés. Les forces de sécurité tentent de déterminer la possible présence d'une deuxième bombe, a-t-on appris auprès d'un soldat participant aux opérations. L'attentat n'a pas été revendiqué pour l'instant. «Il y aurait au moins dix morts et beaucoup de blessés. D'après nos premières constatations, il s'agirait d'une bombe déposée à l'intérieur du sanctuaire», a pour sa part indiqué le chef de la police de Bangkok Chakthip

Chijinda sur la chaîne télévision Channel 9. Le lieu est un sanctuaire très populaire dédié au dieu hindou Brahma, mais visité par des milliers de fidèles bouddhistes chaque jour. Il est situé sur l'une des plus grandes avenues du centre de Bangkok, où se concentrent de nombreux hôtels haut de gamme et centres commerciaux. De nombreuses forces de police et d'ambulances étaient présents sur les lieux après l'explosion de la bombe vers 19 heures heure locale (14h00 suisses). La Thaïlande est confrontée à une insurrection islamiste de moyenne intensité qui opère essentiellement dans le sud du pays. Elle est aussi en proie, depuis une dizaine d'années, à de violentes rivalités entre factions politiques rivales.



Centre culturel Mustapha-Kateb

La création des jeunes fait le bonheur des visiteurs

■ Le hall du centre culturel Mustapha-Kateb d'Alger-Centre est garni de plusieurs œuvres artisanales représentant l'identité algérienne. Des bijoux kabyles, d'autres en corail ainsi que des objets décoratifs en céramique, de la dinanderie, des tenues traditionnelles et autres sont à découvrir. Cette exposition collective organisée par le ministère du Tourisme est à la fois un espace de découverte et de vente.

Par Abla Selles

Des œuvres artistiques pleines de créativité sont exposées depuis une semaine au centre culturel Mustapha-Kateb d'Alger-Centre. Il s'agit d'une exposition collective organisée par le ministère du Tourisme afin d'encourager les artisans à plus de créativité tout en offrant aux visiteurs le plaisir de découvrir la culture algérienne. Cet espace artistique est aussi une occasion pour promouvoir l'artisanat algérien et mettre la lumière sur sa richesse

et sa diversité. «Toutes les expositions sont importantes pour les artisans car cela nous permet de commercialiser nos produits et prendre contact avec des gens qui connaissent la valeur de nos œuvres», déclare la plasticienne Adjali Affaf. Pour cette jeune créatrice, «l'été est la meilleure période pour vendre mes objets puisqu'il y a plus de visiteurs et les gens consacrent plus de temps à la décoration de leurs maisons».

D'ailleurs, depuis l'ouverture de cette exposition, le public dont la majorité est des femmes,



Ph. / A. Sahraoui / A.

viennent quotidiennement pour faire des achats. «Ma fille a acheté de belles choses d'ici alors je suis venue voir ce que je peux trouver comme cadeau pour le mariage de ma nièce», nous a confié une dame. «Il ne

s'agit pas seulement d'acheter des objets mais j'ai appris beaucoup de choses sur l'utilisation d'objets d'antan surtout en matière de tenues traditionnelles et la céramique», ajoute une autre.

Les artisans participants à cette exposition ont quant à eux réussi à attirer le public par la créativité ajoutée à des objets d'antiquité. «Je fais de la miniature ainsi que la décoration sur le verre et le bois. C'est à des objets utilisés par nos ancêtres que j'ajoute une touche moderne afin de prolonger leur utilité», explique la plasticienne Adjali Affaf.

Les bijoux kabyles sont aussi présents lors de cette exposition qui regroupe une quinzaine d'exposants. «Les gens des quatre

coins du pays aiment nos produits. On réalise selon les goûts des clients. Il y a ceux qui préfèrent des objets fins et d'autres choisissent des pièces traditionnelles pleines de pierres et de couleurs», estime un créateur de bijoux soulignant que «la demande est plus forte en été».

Quant à la céramique, elle est présente en force à cette exposition. Cependant ce sont les œuvres les plus chères à vendre selon les visiteurs. «J'adore les œuvres de décoration en céramique mais elle sont très chères. Une petite pièce à pas moins de 3 500DA, c'est un peu trop pour moi», disait une mère de famille.

A.S.

— Après être géré durant des années par les communes —

Le ministre de la Culture insiste sur la récupération des salles de cinéma

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a indiqué dimanche à Ain Témouchent, que les salles de cinéma des communes doivent être affectées au secteur de la Culture pour leur gestion et pour bénéficier des fonds nécessaires à leur réhabilitation et équipement. Le ministre qui s'est enquis de l'état d'avancement des travaux de réhabilitation de la salle Fellaouçène, au chef-lieu de wilaya, a insisté sur la récupération par ses services «au moins deux par wilaya» pour les restaurer, les équiper et donner leur gestion à un établissement public. Dans ce contexte, il a évoqué «un plan cinéma» en cours d'élaboration par une commission ministérielle spécialisée qui va dégager une plateforme pour le renouveau du 7^e art national. «Le cinéma est une priorité», a fait observer le ministre, appelant les responsables du secteur à redoubler d'effort pour réhabiliter les salles de projection, réconcilier le public avec le 7^e art et renforcer le

réseau des salles qui projettent des films algériens. Auparavant, Azzedine Mihoubi a inauguré le nouveau siège de la Direction de la culture de la wilaya d'Ain Témouchent et s'est enquis de l'état d'avancement des travaux de la future maison de la culture, en cours de réalisation. Cette structure dispose d'une salle polyvalente de 180 places, d'une galerie d'art et de plusieurs ateliers dédiés entre autres à la sculpture, au dessin, à la musique et à la photographie. Le ministre a ensuite posé la première pierre du musée national de la préhistoire et de l'antiquité. Sur place, Azzedine Mihoubi a annoncé la création prochaine d'un observatoire consultatif pour se pencher sur les questions relatives à la muséologie et à la muséographie. Le ministre, qui a visité au chef-lieu de wilaya, plusieurs infrastructures relevant de son secteur, a remis un lot d'ouvrages multidisciplinaires pour enrichir les fonds de la bibliothèque communale. L.B.

Prévu du 20 au 26 août à Mostaganem

Le Festival national du melhoun est de retour

Le 3^e Festival de la poésie populaire algérienne dite «Melhoun», dédié à la mémoire de son fondateur, Sidi Lakhdar Benkhelouf, se tiendra du 20 au 26 août à Mostaganem, a annoncé le commissaire du festival, Abdelkader Bendameche. Un hommage appuyé sera rendu cette année à deux pionniers du melhoun, Cheikh El Habib Hachelaf (1924-2005) et Cheik Hamada (1889-1968), à travers la projection de deux documentaires consacrés à la vie et l'œuvre de deux poètes. Dédié au texte poétique, le festival verra la participation de plu-

sieurs poètes venus, outre Mostaganem, de Tiaret, Béchar, M'sila, Chlef, Laghouat et Blida. Un concours, mettant en compétition 25 poètes finalistes, sera organisé du 23 au 25 août. Les trois premiers lauréats se verront attribuer des prix dotés de 150 000, 100 000 et 50 000 DA, respectivement. Au programme de cette édition, il y aura également des déclamations poétiques, des chants berbérophones, des projections de documentaires, des hommages et des expositions. La poésie melhoun est considérée comme un «grenier» dans lequel puisent notam-

ment des paroliers et des chanteurs du châabi et du hawzi. La 2^e édition de ce festival qui se tient à la Maison de la culture Ould Abderrahmane-Kaki de Mostaganem, a été marquée par la commémoration du 45^e anniversaire de la bataille (contre les Espagnols) de Mezaghrene, dont Sidi Lakhdar Benkhelouf était un des acteurs. Institutionnalisé en 2003, le Festival culturel national de la poésie melhoun vise à valoriser et à promouvoir les poètes et la poésie populaire (berbérophone et citadine).

F.H.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Théâtre de verdure Saïd-Mekbel de Riad El Feth.

Jusqu'au 27 août :

Théâtre de verdure Saïd-Mekbel de Riad El Feth.

Jusqu'au 27 août :

Festival international de la musique Diwane

Salle Ibn Zeydoun

21 août :

Soirée musicale animée par Samira Brahmia, Hamid Baroudi et une pléiade d'artistes algériens

Parking du Centre Commercial Ardis

Jusqu'au 31 août :

Cirque Amar propose des spectacles pour enfants et adultes

Théâtre plein air de Djmila (Sétif)

Jusqu'au 22 août :

Festival de la chanson arabe de Djemila

Librairie la Renaissance (Riad El Feth)

Jusqu'au 10 septembre de 9h à 20h :

En collaboration avec l'Office

Riad El Feth, la librairie la Renaissance organise une foire du livre, durant les vacances d'été. Cette foire vise un large public (médecine, littérature et technique, informatique, architecture, etc.) et est enrichie par des livres pour enfants (contes, livres d'activités et d'apprentissage, livres parascolaires pour tous les niveaux.

Complexe culturel Abdelwahab Salim (Tipaza) 18 août :
Soirée musicale avec cheb Fadi, cheb Samir Canaris, Saber El Houari et Radia Manel.
19 août :
Soirée artistique animée par Kader Barigou, Assila, Hamid Chaoui et Abdelwaheb Amamra.

La salle de cinéma Cosmos de Riadh el Feth

Jusqu'au 31 août :
Une double programmation filmique qui touchera deux publics, une pour les enfants et une autre pour les plus grands

Coup-franc direct



Seul la loi peut l'endiguer !

Par Mahfoud M.

Encore une fois, on entend parler de soi-disant mesures pour tenter d'endiguer la violence dans les stades avec l'annonce de séminaires et autres campagnes de sensibilisation pour mettre fin au phénomène. Mais il faut dire que ce n'est pas vraiment la solution idoine, quand on sait que ces jeunes désœuvrés ne sont pas conscients de l'ampleur des dégâts qu'ils commettent avec les fumigènes et autres feux de Bengale qu'ils utilisent sans aucune restriction malgré leur interdiction dans les stades. Il faut que les responsables de la balle nationale sachent que les séminaires ne changeront rien à la situation et que seule la loi devrait pouvoir endiguer le phénomène qui touche pratiquement tous les stades du territoire national. Tout contrevenant à la loi devrait répondre devant les tribunaux ; cela contribuerait à mettre un frein à cette situation d'autant plus que ces jeunes n'écoutent pas les conseils. En Europe, les comparutions devant les tribunaux et les interdictions de stade ont ramené la quiétude dans ces enceintes sportives qui étaient à un certain temps de véritables arènes avec la terreur qu'imposaient les Hooligans. On est arrivé à faire jouer les matchs du championnat d'Angleterre sans séparation entre les gradins et le terrain parce que les supporters savaient ce qui les attendait s'ils faisaient le pas avec l'installation des caméras dans les stades.

M. M.

Lutte contre la violence Une nouvelle mesure contre les récidivistes

Tout club des L1 et 2 qui écope d'un troisième match à huis clos jouera le restant de ses rencontres de l'aller ou du retour à domicile sans la présence de son public», a annoncé le président de la LFP Mahfoud Kerbadj. «Dans le cas où une équipe serait sanctionnée d'un troisième match à huis clos, elle jouera le restant de ses rencontres de l'aller ou du retour à domicile sans la présence de son public», a affirmé à l'APS le premier responsable de l'instance dirigeante de la compétition.

Un nombre record de matchs disputés à huis clos a caractérisé le football national dans ses deux ligues la saison dernière, en raison du phénomène de la violence qui avait frappé les différents stades du pays. «Cette mesure a pour but d'agir encore plus sévèrement contre la violence dans les stades qui a pris des proportions alarmantes», a souligné Kerbadj, estimant que «le huis clos



est l'unique solution qui existe pour éradiquer ce fléau». Lors de la première journée de la L1, disputée le week-end, de regrettables incidents ont éclaté jeudi dans les tribunes du stade Omar-Hamadi de Bologhine entre supporters du MC Alger et du CR Belouizdad, pendant le derby inaugural (0-0) ayant opposé les deux formations de la capitale. «Je regrette et je dénonce ces incidents qui n'honorent guère les deux clubs. Ce qui s'est passé ne doit pas rester sans sanction. Le dossier est entre les mains de la commission de discipline qui va se prononcer dans les prochaines heures», a-t-il conclu.

Mondiaux 2015 d'athlétisme Makhloufi vise le podium sur 1500 m



L'athlète algérien Taoufik Makhloufi s'alignera seulement sur la course du 1500 m des Championnats du monde d'athlétisme qui se dérouleront du 22 au 30 août à Pékin, avec l'objectif d'arracher une place sur le podium, a indiqué dimanche à Alger le champion olympique algérien. «Après concertation avec mon équipe, nous avons décidé de courir seulement le 1500 m aux Mondiaux de Pékin, avec l'objectif décrocher une place sur le podium», a déclaré Makhloufi lors d'un point de presse qui s'est déroulé dimanche en fin d'après-midi sur la piste d'entraînement de l'Université de Dely Brahim (Alger). Auteur de la deuxième meilleure performance mondiale de l'année et son meilleur temps personnel sur 1500 m au meeting de Monaco en juillet dernier, avec un chrono de (3:28.75), Makhloufi s'est montré confiant sur ses chances de médaille à Pékin face aux meilleurs coureurs du monde sur cette distance. «Nous avons fait une très bonne préparation qui m'a permis de réaliser la deuxième meilleure performance mondiale de la saison le mois dernier à Monaco, en descendant sous la barre des 3:30. J'ai ensuite poursuivi ma préparation en France avec mon entraîneur et je peux vous dire que tous les voyants sont au vert pour réaliser une très belle prestation au Mondial», a ajouté Makhloufi.

Le champion olympique sur 1500 m aux JO de Londres en 2012, qui s'est engagé en début d'année avec l'entraîneur français Philippe Dupont, a réalisé plusieurs belles performances depuis le début de cette saison lui permettant de revenir au devant de la scène après deux saisons en demi-teinte notamment à cause d'un virus contracté lors de sa préparation. Interrogé sur ses principaux rivaux au Mondial, Makhloufi a indiqué que son principal rival sera son mental et sa motivation avant la course, car pour lui toutes les conditions sont réunies pour réaliser une grande performance.

JS Kabylie La crise s'installe déjà

Rien ne va plus au sein du club le plus titré d'Algérie, la JS Kabylie, qui connaît ses premiers remous après la première défaite enregistrée à domicile face au CS Constantine, pour le compte de l'entame de la nouvelle saison de la Ligue 1.

Par Mahfoud M.

En effet, cette défaite n'a pas été sans conséquence pour le coach, Mourad Karouf, qui vient de rendre le tablier et dont le contrat a été résilié avec la direction, notamment le président Mohand Chérif Hannachi qui a fait sauter son premier fusible, lui qui a pour habitude de se tourner à chaque fois vers le coach et le limoge à chaque mauvaise posture de l'équipe.

Le driver des Jaunes et Verts n'aura pas tenu donc plus d'un match de championnat, même s'il souhaitait travailler dans le long terme pour bâtir une équipe compétitive, après les multiples changements apportés à l'effectif et le départ de nombreux cadres, à l'image de Benlamri, Mekaoui, et autres.

Le boss des Canaris ne s'est pas encombré et a décidé de se séparer du technicien kabyle qui avait pourtant de grandes ambitions surtout



Les Canaris en mauvaise passe.

après le stage réussi en Tunisie. Le patron de la JSK serait maintenant en contacts avancés avec un coach français qui devrait prendre en main l'équipe prochainement.

Certaines sources avaient laissé entendre que l'ancien coach corse, Cicollini, pourrait être de retour. Par ailleurs, l'opposition au président Hannachi continue de se manifester, avec le sit-in organisé par le Comité de sauvegarde de la JSK qui s'est tenu avant-hier devant le siège du club à Tizi-Ouzou.

Les membres de ce comité demandent encore une fois le départ du président qu'ils considèrent incapable de gérer le club dans ces

conditions. Maître Meriem, l'ancien avocat de la JSK, a avoué qu'il était attendu que le club soit dans cette situation étant donné le départ déjà catastrophique et qu'il vit une véritable crise financière.

Mouloud Iboud, membre du comité et ancien joueur de la JSK, a affirmé devant une soixantaine de supporters que sa seule revendication était le départ du président de l'équipe et qu'il ne cesserait d'organiser des sit-in, au risque de les observer tout seul, jusqu'à la satisfaction de cette exigence.

M. M.

Portugal

Brahimi se contente de 5 minutes de jeu

Le FC Porto a bien entamé la saison 2015-2016 du championnat portugais de football en s'imposant samedi soir à domicile face à Vitoria Guimaraes (3-0) dans le cadre de la 1^{re} journée, au moment où le milieu international algérien Yacine Brahimi s'est contenté de cinq minutes de jeu. L'attaquant international camerounais Vincent Aboubakar s'est distingué lors de cette rencontre en inscrivant un doublé (8', 61'), alors que le troisième but a été inscrit par Silvestre Varela (83'). Un moment incertain pour ce premier match de la «Liga Sagres» en raison d'une blessure aux adducteurs, Brahimi a finalement été convoqué par l'entraîneur espagnol Julen Lopetegui. Le joueur algérien a fait son apparition à la 85'



minute en remplacement de Silvestre Varela. Souffrant des adducteurs depuis le match amical disputé à Porto le samedi 8 août face aux Italiens de Naples (0-0), Brahimi a intégré vendredi l'entraînement collectif, ce qui a fini par rassurer l'entraîneur de Porto.

Le Sporting Lisbonne où évolue l'attaquant international algérien Islam Slimani a également bien entamé l'exercice en s'imposant vendredi sur le terrain de Tondela (2-1).

Le champion en titre, le Benfica Lisbonne, entre en lice dimanche soir à domicile face à Estoril.

Stade 5-Juillet 1962

Kerbadj parle d'une nouvelle visite d'inspection de la commission d'homologation

La commission d'homologation des stades se rendra cette semaine au stade olympique 5-Juillet 1962 d'Alger pour une nouvelle visite d'inspection, a-t-on appris dimanche auprès du président de la Ligue de football professionnel (LFP), Mahfoud Kerbadj. «La commission d'homologation effectuera cette semaine une nouvelle visite d'inspection au stade 5-Juillet qui fait l'objet de réserves émises précédemment concernant essentiellement le volet sécuritaire», a affirmé le premier responsable de l'instance dirigeante des championnats professionnels. Inauguré en juin 1972, le stade 5-Juillet (70 000 places) a été remis en service le 4 juillet dernier par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, après avoir été fermé pendant près de deux ans pour des travaux de confortement et de consolidation des structures. Le 21 septembre 2013,



l'effondrement partiel d'une tribune a coûté la vie à deux jeunes supporters venus assister au derby algérois entre le MC Alger et l'USM Alger. Cet incident tragique a entraîné la fermeture momentanée du stade, le temps de mener l'enquête et les opérations de remise à niveau. «Je précise que l'homologation du stade 5-Juillet n'est pas du ressort de la LFP. La

commission de sécurité doit donner son aval pour que cette enceinte puisse à nouveau abriter des rencontres de football. Je ne suis pas fou pour domicilier des rencontres au moment où ce stade ne garantit pas la sécurité des supporters, notamment au niveau des tribunes supérieures», a expliqué Kerbadj, soulignant que l'organisme national de contrôle technique de la construction (CTC) «n'a pas également certifié les travaux effectués au niveau du stade». Lors de la dernière visite d'inspection effectuée le 23 juillet, le chef de la sûreté de wilaya d'Alger, Noureddine Berrachedi, avait demandé à ce qu'il y ait davantage de couloirs sécurisés afin de permettre aux policiers d'accéder directement et rapidement aux zones d'agitation» lors des matchs importants.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Accident d'avion en Indonésie

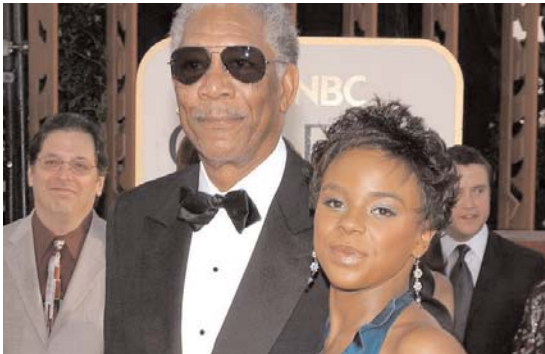
Le mauvais temps empêche les secours d'atteindre le site du crash

DE MAUVAISES conditions météorologiques ont empêché hier les secouristes d'atteindre une zone montagneuse isolée de l'est de l'Indonésie, où les débris de l'avion qui s'est écrasé avec 54 personnes à bord ont été repérés, selon des responsables. L'avion de la compagnie indonésienne Trigana Air a disparu dimanche des écrans radars, lors d'un vol de courte durée reliant deux villes de la province orientale de Papouasie Est. Il s'agit de la troisième catastrophe aérienne en moins d'un an dans ce pays d'Asie du Sud. Plus de 250 soldats, policiers et autres secouristes ont tenté, hier, de se frayer un chemin, à travers une forêt dense pour arriver jusqu'à la zone où devrait se trouver l'épave du bi-turbopropulseur ATR 42. L'appareil transportait 44 passagers adultes, cinq enfants et les cinq membres d'équipage, ainsi que 6,5 milliards de roupies (420 000 euros) en liquide. Cet argent public convoyé par des responsables de la poste devait être distribué à des familles pauvres de la province, a déclaré Haryono, le chef de la poste de Jayapura. L'avion qui avait décollé de Jayapura, capitale de la Papouasie, a disparu environ dix minutes avant l'atterrissage prévu à Oksibil, après avoir demandé l'autorisation d'entamer la descente par mauvais temps. Un avion participant aux recherches lundi a repéré des débris recouverts de fumée près d'Oksibil, dans les montagnes Bintang. Les équipes de secours appuyées par 11 avions ont entamé leurs opérations aux premières heures de la matinée pour tenter d'atteindre le site du crash à une altitude de 2 600 mètres d'altitude. Mais un épais brouillard réduisant fortement la visibilité et de la pluie ont empêché les secouristes d'arriver jusqu'au site, à une quinzaine de km d'Oksibil. Les opérations ont été suspendues, lundi à 17h30 (08h30 GMT), à la tombée de la nuit, et doivent reprendre mardi, a déclaré le chef de l'agence indonésienne de recherches et de secours, Bambang Soelisty.

N.T./APS

Morgan Freeman

Sa petite-fille poignardée à mort par son petit ami



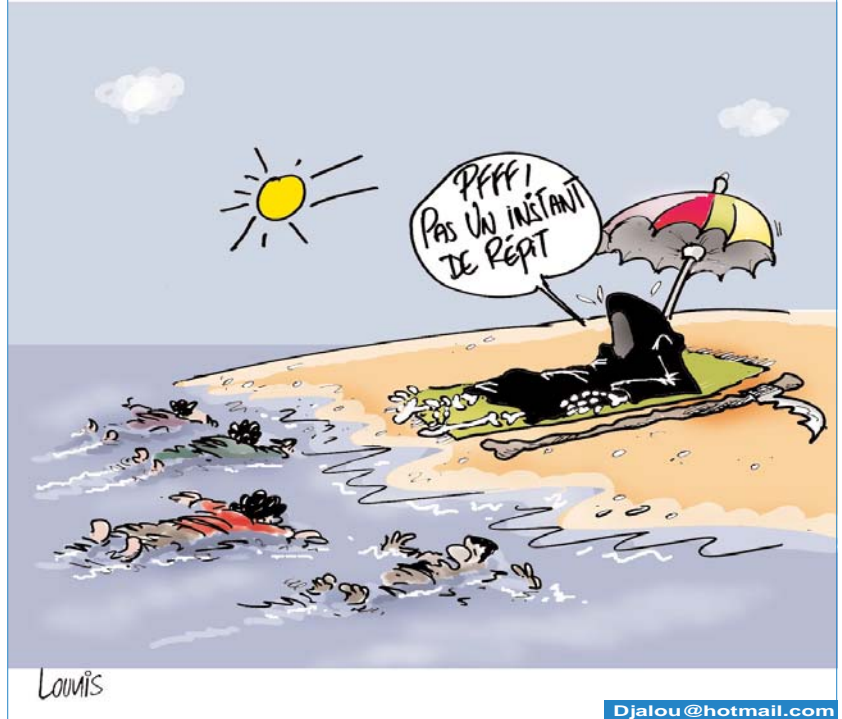
MORGAN FREEMAN est en deuil. Sa petite-fille, E'Dena, a été tuée dans la nuit de samedi dernier, poignardée par son petit ami. L'acteur est dévasté. Personne ne sait encore avec certitude ce qui s'est passé dans la nuit de samedi à dimanche dernier à Manhattan mais le geste de folie d'un homme a conduit à la mort de la petite-fille de Morgan Freeman, E'Dena Hines, 33 ans. Selon les informations du *New York Post*, Lamar Davenport, 30 ans, le petit ami de la jeune femme, a été arrêté sur les lieux du crime. Le jeune rappeur aurait poignardé à de nombreuses reprises E'Dena dans ce qui s'apparenterait, selon les termes du quotidien à «un exorcisme sous cocaïne». Un voisin, qui a assisté de sa fenêtre au meurtre a expliqué avoir entendu le jeune homme hurler «Sortez de là, démons !!! Au nom de Jésus-Christ, je vais vous expulser», avant de porter de nombreux coups de couteau à sa victime. Il aurait continué à poignarder à de nombreuses reprises, son corps sans vie, y compris alors que les policiers tentaient de le maîtriser.

Un ami du couple, qui a dîné avec eux juste avant le drame, a confié au *Daily Beast* son désarroi. «J'essaie toujours de faire face à ce qui vient de se passer, a-t-il expliqué. Je suis tiraillé entre la haine et l'amour que j'ai pour lui. Mon cœur est brisé pour E'Dena.»

Morgan Freeman pour sa part a exprimé son profond chagrin dans un communiqué. «Le monde ne connaîtra jamais l'étendue de son talent. Si étoile continuera à briller fort dans nos cœurs, nos pensées et nos prières. Qu'elle repose en paix.»

R.I.

DRAME DES MIGRANTS EN MÉDITERRANÉE



Louvis

Djalou@hotmail.com

Maroc

Le braqueur qui narguait les autorités françaises sur Facebook arrêté

■ Le pied de nez de Nabil Ibelati n'aura pas duré bien longtemps. Reconnu coupable au début du mois d'avoir braqué une bijouterie cannoise en 2013, le jeune homme de 30 ans a été arrêté samedi à Marrakech (Maroc), où il était en cavale, affirme «Le Parisien».

Par Rayen G.

De l'autre côté de la Méditerranée, il n'hésitait pas à narguer les autorités françaises en publiant sur Facebook des photos où il apparaissait au restaurant ou en balade dans le désert. Se croyant protégé par sa double nationalité, il avait même envoyé

des cartes postales aux magistrats chargés de son dossier, rappelle «Nice-Matin». Le quotidien régional indique que le bénéfice tiré de la revente des montres volées, estimé à 350 000 euros, avait permis à Nabil Ibelati d'investir dans l'achat d'un garage et d'une plage dans son pays d'origine.

Reste que si le jeune homme

se trouvait en garde à vue dimanche, selon les informations du «Parisien», son extradition vers la France n'est pas garantie. Les conventions qui lient les deux pays et «l'entente judiciaire pas toujours cordiale» régnant entre Marrakech et Paris pourraient en effet compliquer le traitement de ce dossier, indique le quotidien.

R. G./agences

Cap-Djinet (Boumerdès)

Un trafiquant de drogue derrière les barreaux

Un trafiquant de drogue a été arrêté, récemment, à Cap-Djinet à une trentaine de kilomètres à l'est du chef-lieu de wilaya Boumerdès. Au moment de son arrestation, il avait en sa possession un kilogramme de drogue type résine de cannabis dissimulé dans un sac à dos qu'il détenait, indique un com-

munié de la direction de la sûreté de la wilaya de Boumerdès.

En effet, une information est parvenue au siège de la police faisant état d'un motocycliste, un repris de justice, qui s'adonnait au commerce de la drogue dans un quartier de la ville. Sur la base de cette dernière, les poli-

ciers de la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) de la localité ont planifié une opération. En tenue civile, ils se sont rendus dans le quartier cité où ils ont identifié l'individu signalé qui était à bord d'une moto. Lequel a été arrêté. Soumis à une fouille, les policiers ont récupéré deux plaquettes de drogue type résine de cannabis pesant un kilogramme destiné à la vente. Soumis à un interrogatoire, le dealer répondant aux initiales K.O. âgé de 24 ans a reconnu les faits qui lui sont reprochés. Il a déclaré que la moto appartient à un ami K.A.

Déferé au parquet, le mis en cause a été placé sous mandat de dépôt au centre de rééducation de Tidjelabine par le procureur de la République près le tribunal de Bordj-Menaïel pour les chefs d'inculpation, de détention et commerce de drogue. Le propriétaire de la moto K.A. a bénéficié de la citation directe et comparaitra en audience.

A. K.

Alimentation en eau potable Perturbation dans six communes de la wilaya d'Alger

UNE PERTURBATION dans l'alimentation en eau potable a touché six communes d'Alger Ouest, indique hier la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) dans un communiqué. Selon la SEAAL, «la situation se rétablira progressivement dès la fin des travaux, prévue dans l'après-midi de mardi 18 août». Les communes de Staouéli, Zéralda ainsi que Chéraga, Ain Benian, Mahelma et Soudania sont touchées en partie, et ce, suite à des travaux de réparation d'une fuite importante sur une canalisation principale de production d'eau dans la commune de Zéralda, ajoute-t-on. SEAAL précise qu'elle met en place «un dispositif de citernage afin d'alimenter en priorité les établissements publics et hospitaliers, ainsi que la population dans la mesure du possible».

R.N.